



## THÈME CLÉ<sup>1</sup>

### Article 6 § 1 (volet civil)

### Protection des juges

(dernière mise à jour : 28/02/2023)

#### Introduction

---

La jurisprudence récente a mis en lumière les juges, en leur qualité non pas de membres d'une juridiction dont les décisions sont contestées par un requérant, mais de titulaires des droits consacrés par la Convention. La Cour a notamment formulé des observations sur les systèmes de discipline judiciaire, le contentieux du travail, les privilèges des juges parties à une procédure, les questions de réputation, ainsi que sur les salaires et les pensions de retraite. Dans les précisions qu'elle a apportées sur les droits et la protection de la Convention spécifiques aux juges, la Cour a été influencée par les textes internationaux et européens pertinents en la matière.

La Cour a notamment souligné « le rôle particulier du pouvoir judiciaire dans la société : comme garant de la justice, valeur fondamentale dans un État de droit, il doit jouir de la confiance des citoyens pour que les juges puissent mener à bien leur mission ». Le système de la Convention ne pouvant fonctionner correctement en l'absence de juges indépendants, la mission des États de garantir l'indépendance de la justice est d'une importance cruciale et la Cour « doit être particulièrement attentive à la protection des membres du corps judiciaire contre les mesures susceptibles de menacer leur indépendance et leur autonomie » (*Grzęda c. Pologne* [GC], 2022, §§ 302 et 324).

Ce thème clé porte sur la protection procédurale apportée par l'article 6, mais il s'étend également à l'examen par la Cour des droits des juges au titre d'autres dispositions conventionnelles<sup>2</sup>.

#### Applicabilité de l'article 6 § 1

---

- S'ils ne font pas partie de l'administration au sens strict, les magistrats n'en font pas moins « partie de la fonction publique au sens large ». En conséquence, la Cour applique aux litiges concernant des juges le critère *Eskelinen* (*Vilho Eskelinen et autres c. Finlande* [GC], 2007, § 62; *Grzęda c. Pologne* [GC], 2022, §§ 262-264), comme elle l'a précisé dans l'arrêt *Grzęda c. Pologne* [GC], 2022 où elle a affiné la première condition du critère *Eskelinen* (§§ 291-292)).
- L'article 6 § 1 a, par exemple, été appliqué aux procédures relatives :
  - au recrutement/à la nomination (*Juričić c. Croatie*, 2011, §§ 51-57 ; *Dolińska - Ficek et Ozimek c. Pologne*, 2021, §§ 220-232) ;
  - à la carrière/à la promotion (*Dzhidzheva-Trendafilova c. Bulgarie* (déc.), 2012 ; *Tsanova-Gecheva c. Bulgarie*, 2015, §§ 85-87) ;
  - à la procédure disciplinaire (*Ramos Nunes de Carvalho e Sá c. Portugal* [GC], 2018, § 120 ; *Di Giovanni c. Italie*, 2013, §§ 36-37 ; *Čivinskaitė c. Lituanie*, 2020, § 95; *Albuquerque Fernandes c. Portugal*, 2021, §§ 53-54; *Eminağaoğlu c. Turquie*, 2021, §§ 64-80) ;
  - à la mutation (*Tosti c. Italie* (déc.) ; 2009, *Bilgen c. Turquie*, 2021, §§ 69-81) ;

---

<sup>1</sup> Rédigé par le greffe, ce document ne lie pas la Cour.

<sup>2</sup> Le présent thème clé renvoie également, lorsque cela est opportun, à des affaires concernant des procureurs.

- à la suspension (*Paluda c. Slovaquie*, 2017, §§ 33-34; *Camelia Bogdan c. Roumanie*, 2020, § 70) ;
- au blâme (*Catană c. République de Moldova*, 2023, § 44) ;
- à la révocation des juges (*Olujić c. Croatie*, 2009, §§ 31-43; *Oleksandr Volkov c. Ukraine*, 2013, §§ 91 et 96 ; *Kulykov et autres c. Ukraine*, 2017, §§ 118 et 132 ; *Sturua c. Géorgie*, 2017, § 27 ; *Kamenos c. Chypre*, 2017, §§ 82-88 ; *Xhoxhaj c. Albanie*, 2021, §§ 236 et al.; *Mnatsakanyan c. Arménie*, 2022, § 59; *Ovcharenko et Kolos c. Ukraine*, 2023, § 113) ;
- à la réduction de salaire (*Cotora c. Roumanie*, 2023, § 30) et à la condamnation pour graves infractions disciplinaires (*Harabin c. Slovaquie*, 2012, §§ 118-123 – voir également pour le paiement du salaire et des autres prestations des juges, *Petrova et Chornobryvets c. Ukraine*, 2018, § 15) ;
- à la révocation d'une fonction (par exemple celle de président), tout en conservant celle de juge (*Baka c. Hongrie* [GC], 2016, §§ 34 et 107-111 ; *Denisov c. Ukraine* [GC], 2018, § 54, *Broda et Bojara c. Pologne*, 2021, §§ 121-123) ;
- les juges empêchés d'exercer leurs fonctions judiciaires consécutive à une réforme législative (*Gumenyuk et autres c. Ukraine*, 2021, §§ 61 et 65-67) ;
- à la cessation prématurée du mandat d'un membre du Conseil de la magistrature, qui reste juge (*Grzęda c. Pologne* [GC], 2022, § 265; *Żurek c. Pologne*, 2022, §§ 129-134), ou d'un procureur en chef (*Kövesi c. Roumanie*, 2020, §§ 124-125) ;
- voir également *Loquifer c. Belgique*, 2021, §§ 38-40, en ce qui concerne l'applicabilité à un membre « non-magistrat » du Conseil supérieur de la Justice.
- Étant donné que les normes qui concernent l'applicabilité de l'article 6 aux conflits du travail concernant des fonctionnaires sont pertinentes pour les procédures concernant des juges, le requérant doit jouir d'un « droit » que l'on pourrait considérer comme admis en droit interne et ce droit doit être un droit « civil » (*Grzęda c. Pologne* [GC], 2022, §§ 257-328). En outre, la relation de travail entre les juges et l'État « doit se comprendre à la lumière des garanties spécifiques essentielles à l'indépendance de la justice » (*ibidem*, § 264).
- La Cour n'estime pas justifié d'exclure les membres du pouvoir judiciaire de la protection de l'article 6 pour les questions relatives à leurs conditions d'emploi en raison du lien particulier de loyauté et de confiance envers l'État (*Bilgen c. Turquie*, 2021, § 79; *Eminağaoğlu c. Turquie*, 2021, § 80; voir également *Gloveli c. Géorgie*, 2022, §§ 50-51, en ce qui concerne la candidature a un poste de juge).
- Dans une affaire où la loi avait mis fin prématurément au mandat du requérant en tant que membre juge élu au sein du Conseil national de la magistrature – l'organe investi de la responsabilité constitutionnelle de protéger l'indépendance de la justice – en l'absence de tout contrôle juridictionnel de la légalité de cette mesure, la Cour a conclu que la seconde condition du critère *Eskelinen*, qui veut que l'impossibilité faite à un justiciable d'accéder à un tribunal soit justifiée par des motifs objectifs liés à l'intérêt de l'État, n'était pas satisfaite dans le cas du requérant (*Grzęda c. Pologne* [GC], 2022, § 326).

## Principes tirés de la jurisprudence actuelle

### **Droit d'accès à un tribunal :**

- Les juges peuvent jouir d'un privilège qui leur accorde une immunité de poursuites et cette immunité restreint l'accès du justiciable à un tribunal. La Cour ne juge pas cette immunité incompatible en soi avec l'article 6 § 1 dès lors qu'elle poursuit un but légitime, à savoir la bonne administration de la justice (*Ernst et autres c. Belgique*, 2003, § 50) et respecte le principe de proportionnalité en ce sens que les requérants disposent d'autres moyens

raisonnables de protéger de manière effective les droits que leur garantit la Convention (*Ernst et autres c. Belgique*, 2003, §§ 53-55).

- Dans un certain nombre d'affaires, la Cour a évalué la compatibilité avec l'article 6 d'une restriction d'une restriction du droit d'accès d'un juge à un tribunal (pour les principes généraux, voir *Grzęda c. Pologne* [GC], 2022, §§ 342-343). À cet égard, la Cour tient compte de l'importance croissante que les instruments internationaux et ceux du Conseil de l'Europe, ainsi que la jurisprudence des juridictions internationales et la pratique d'autres organes internationaux, accordent au respect de l'équité procédurale dans les affaires concernant la révocation ou la destitution de juges, et notamment à l'intervention d'une autorité indépendante des pouvoirs exécutif et législatif pour toute décision touchant à la cessation du mandat d'un juge (*Baka c. Hongrie* [GC], 2016, § 121). La Cour considère également que des garanties procédurales analogues devraient s'appliquer lorsqu'un juge membre du Conseil national de la magistrature a été démis de ses fonctions (*Grzęda c. Pologne* [GC], 2022, §§ 300-303, 327 et 344-350).
- Le fondement juridique qui permet d'exclure du contrôle juridictionnel les décisions relatives aux juges ou les restrictions imposées à leur accès à un tribunal doit exister avant cette restriction et découler d'un instrument d'application générale (*Baka c. Hongrie* [GC], 2016, §§ 116-117 ; *Paluda c. Slovaquie*, 2017, § 43).
- Pour que la législation nationale excluant l'accès à un tribunal ait un quelconque effet au titre de l'article 6 § 1 dans un cas donné, elle doit être compatible avec la prééminence du droit (*Grzęda c. Pologne* [GC], 2022, § 299). Pour apprécier une justification avancée à l'appui de l'impossibilité d'accéder à un tribunal pour contester une décision relative à l'appartenance à un organe d'administration judiciaire, il faut tenir compte de l'intérêt public fort qu'il y a à préserver l'indépendance du pouvoir judiciaire et la prééminence du droit (*ibidem*, § 346).
- Lorsqu'il est question de la carrière de juges, notamment en cas de décision unilatérale de mutation ou de révocation, « il devrait y avoir des raisons sérieuses propres à justifier une absence exceptionnelle de contrôle juridictionnel » (*Bilgen c. Turquie*, 2021, § 96; *Broda et Bojara c. Pologne*, 2021, § 148; *Mnatsakanyan c. Arménie*, § 65).
- Allégations d'une intervention de l'État, par le biais du pouvoir législatif, en vue d'influencer l'issue d'une affaire judiciaire (*J.B. et autres c. Hongrie* (déc.), 2018, voir notamment § 92).

### **Audience publique contradictoire :**

- Les avis/informations obtenus dans le cadre d'une procédure engagée devant la Cour constitutionnelle doivent être notifiés au juge avant le prononcé de la décision, ce qui permet à ce dernier de les commenter (*Juričić c. Croatie*, 2011, § 76).
- S'agissant des procédures disciplinaires engagées à l'encontre d'un juge, l'égalité des armes implique que le juge dont la fonction est en jeu doit avoir une possibilité raisonnable de présenter sa cause – notamment les éléments de preuve dont il dispose – dans des conditions qui ne le placent pas dans une situation de désavantage substantiel vis-à-vis des autorités qui engagent ces procédures à son encontre. Il appartient aux autorités nationales de veiller, à chaque fois, à ce que les exigences d'un procès équitable soient satisfaites (*Olujić c. Croatie*, 2009, § 78).
- Lorsque la Cour constitutionnelle se prononce, non pas sur des points de fait, mais sur des points de droit, et qu'elle traite de la même question juridique que la juridiction de première instance, l'article 6 § 1 n'exige pas la tenue d'une audience devant la juridiction supérieure si le juge requérant avait déjà renoncé à ce droit devant la juridiction de première instance (*Juričić c. Croatie*, 2011, § 91).

- Absence d'audience lors de la procédure disciplinaire et au stade du contrôle juridictionnel (*Ramos Nunes de Carvalho e Sá c. Portugal* [GC], 2018, § 210) : dans les procédures disciplinaires engagées à l'encontre d'un juge, l'absence d'audience orale devrait être exceptionnelle et dûment justifiée à la lumière de la jurisprudence des organes de la Convention.

### **Indépendance et impartialité :**

- Les juges ne peuvent faire respecter l'état de droit et donner effet à la Convention que si le droit interne ne les prive pas des garanties requises en vertu de la Convention sur les questions touchant directement à leur indépendance et à leur impartialité. À cet égard, il convient de comprendre l'indépendance de la justice de manière inclusive. Il s'ensuit que l'indépendance doit s'appliquer non seulement à un juge dans son rôle judiciaire mais aussi dans les autres fonctions officielles qu'il peut être appelé à exercer qui sont étroitement liées au système judiciaire (*Grzęda c. Pologne* [GC], 2022, §§ 302-303, où était en cause le mandat de membre du Conseil national de la magistrature dont un juge en exercice était titulaire).
- Il existe un lien clair entre l'intégrité du processus de nomination des juges et l'exigence d'indépendance de la justice posée à l'article 6 § 1 (*Grzęda c. Pologne* [GC], 2022, §§ 308-309 ; *Gloveli c. Géorgie*, 2022, §§ 49-50).
- La Cour a souligné qu'il existe un lien très étroit entre les garanties « d'indépendance et d'impartialité » d'un tribunal et le droit à un « tribunal établi par la loi » consacré par l'article 6 § 1 (*Guðmundur Andri Ástráðsson c. Islande* [GC], 2020, §§ 231-234; *Xhoxhaj c. Albanie*, 2021, § 290; *Dolińska - Ficek et Ozimek c. Pologne*, 2021, § 276). L'arrêt *Guðmundur Andri Ástráðsson c. Islande* [GC], 2020, a défini une démarche en trois étapes permettant de déterminer si des irrégularités dans telle ou telle procédure de nomination d'un juge sont d'une gravité telle qu'elles emportent violation du droit à un « tribunal établi par la loi » (§§ 243-252 ; voir par exemple, *Juszczyszyn c. Pologne*, 2022, §§ 193-210 ; *Besnik Cani c. Albanie*, 2022, §§ 83-93).
- Le respect des garanties de l'article 6 § 1 est particulièrement important dans le cadre d'une procédure disciplinaire engagée à l'encontre d'un juge en sa qualité de président d'une Cour suprême, car la confiance du public dans le fonctionnement du pouvoir judiciaire au plus haut niveau est en jeu (*Harabin c. Slovaquie*, 2012, § 133 – voir également *Ramos Nunes de Carvalho e Sá c. Portugal* [GC], 2018, §§ 153-156, et, s'agissant de la Cour suprême elle-même, §§ 162-165).
- La représentation des magistrats au sein de l'instance disciplinaire compétente doit être importante (*Oleksandr Volkov c. Ukraine*, 2013, § 109 ; *Denisov c. Ukraine* [GC], 2018, §§ 68-70 ; *Catană c. République de Moldova*, 2023, §§ 68 et 70). La manière dont les juges sont nommés dans les organes disciplinaires est pertinente aussi du point de vue de l'autogouvernance judiciaire (*Oleksandr Volkov c. Ukraine*, 2013, § 112 ; *Denisov c. Ukraine* [GC], 2018, §§ 68-70) tout comme le fait qu'ils travaillent à plein temps ou non au sein de cette instance disciplinaire (*Denisov c. Ukraine* [GC], 2018, § 68).
- La présence du procureur général au sein d'une instance chargée de la nomination, des sanctions disciplinaires et de la révocation des juges fait naître le risque que les juges n'agissent pas de manière impartiale dans ces affaires ou que le procureur général n'agisse pas de manière impartiale envers les juges dont il désapprouve les décisions (*Oleksandr Volkov c. Ukraine*, 2013, § 114 ; *Denisov c. Ukraine* [GC], 2018, §§ 68-70; *Catană c. République de Moldova*, 2023, § 76).
- La présence, même simplement passive, d'un membre du Gouvernement au sein d'un organe habilité à sanctionner disciplinairement des magistrats est, en soi, extrêmement problématique au regard des exigences de l'article 6 de la Convention et singulièrement de

l'exigence d'indépendance de l'organe disciplinaire (*Catană c. République de Moldova*, 2023, § 75, où était en cause la présence, en qualité de membre de droit, du ministre de la Justice au Conseil supérieur de la magistrature (CSM); voir aussi la procédure de sélection des professeurs de droit élus par le Parlement pour siéger au CSM, §§ 79-82).

- L'intervention du Parlement dans la procédure disciplinaire peut contribuer à la politisation de la procédure et à « l'aggravation de son incompatibilité avec le principe de séparation des pouvoirs » (*Oleksandr Volkov c. Ukraine*, 2013, § 118).
- L'impartialité et l'indépendance des juges qui contrôlent les décisions d'une instance disciplinaire peuvent être remises en question lorsque ces juges relèvent de la compétence de cette même instance et peuvent faire l'objet d'une procédure disciplinaire (comparer avec *Oleksandr Volkov c. Ukraine*, 2013, § 130 ; *Denisov c. Ukraine* [GC], 2018, § 79 et contraster avec *Ramos Nunes de Carvalho e Sá c. Portugal* [GC], 2018, §§ 157-164).
- La participation préliminaire d'un membre de l'instance disciplinaire à l'instruction préliminaire du dossier visant un juge peut faire naître un doute objectif sur son impartialité lorsqu'il est ultérieurement associé à la décision sur le fond de l'affaire (*Denisov c. Ukraine* [GC], 2018, § 71 et références citées).
- La Cour a souligné l'importance de l'apparence d'impartialité de la procédure de lustration contre le président de la Cour constitutionnelle à la suite des remarques faites par le Premier ministre alors que la procédure était en cours (*Ivanovski c. l'ex-République yougoslave de Macédoine*, 2014, §§ 145-150).
- Dans le contexte d'affaires disciplinaires, le risque théorique que les juges qui siègent restent eux-mêmes soumis à un régime disciplinaire ne saurait être en lui-même suffisant pour conclure à un manquement aux exigences d'impartialité (*Ramos Nunes de Carvalho e Sá c. Portugal* [GC], 2018, § 163).
- La Cour a rappelé que la manière de répartir les affaires au sein d'une juridiction relève en principe de la marge d'appréciation des États. Dès lors, le défaut de désignation aléatoire de tous les juges des formations de jugement ne saurait suffire pour conclure qu'une procédure disciplinaire engagée contre un requérant ne satisfait pas aux exigences d'indépendance et d'impartialité posées par l'article 6 (*Miroslava Todorova c. Bulgarie*, 2021, § 120).

### **Exigences procédurales :**

- Compte tenu de l'importance du rôle des juges en matière de protection des droits garantis par la Convention, des garanties procédurales doivent impérativement exister pour que l'autonomie des juges ne soit pas mise en péril par des influences extérieures ou intérieures injustifiées. Il en va aussi de la confiance du public dans le fonctionnement du pouvoir judiciaire (*Bilgen c. Turquie*, 2021, § 96).
- Les membres du corps judiciaire devraient bénéficier – tout comme les autres citoyens – d'une protection contre l'arbitraire susceptible d'émaner des pouvoirs législatif et exécutif ; or seule une supervision par un organe judiciaire indépendant de la légalité de mesures telles que la révocation est à même d'assurer effectivement pareille protection (*Grzęda c. Pologne* [GC], 2022, § 327 et § 347, voir aussi § 264).
- Si la Cour ne juge pas approprié d'indiquer quelle devrait être la durée du délai de prescription, elle considère néanmoins que l'absence de délais de prescription pour la révocation d'un juge pour « rupture de serment » menace gravement la sécurité juridique (*Oleksandr Volkov c. Ukraine*, 2013, § 139).
- Il n'appartient pas à la Cour de se prononcer sur l'opportunité du choix opéré par l'autorité spécialement chargée de la nomination ou de la promotion des juges – ni sur les critères à prendre en compte – dès lors que la procédure de sélection comporte des garanties procédurales suffisantes (*Tsanova-Gecheva c. Bulgarie*, 2015, §§ 100-104 où était en cause

la nomination des présidents de tribunaux par le Conseil supérieur de la magistrature ; voir également *Gloveli c. Géorgie*, 2022, § 59). La procédure de nomination des juges peut emporter violation du droit à un « tribunal établi par la loi » (*Juszczyszyn c. Pologne*, 2022, §§ 193-210 et § 279 ; *Besnik Cani c. Albanie*, 2022, §§ 83-93, 113). La Cour considère en particulier que les conditions auxquelles il faut satisfaire pour pouvoir être nommé à la fonction de juge constituent des règles fondamentales dont la violation est susceptible de nuire au but et aux effets de l'exigence d'un « tribunal établi par la loi » (§ 99). Elle a également constaté que le droit des membres du corps judiciaire d'être protégés contre les mutations ou les nominations arbitraires était conforté par un certain nombre de normes internationales à titre de corollaire de l'indépendance de la justice (*Bilgen c. Turquie*, 2021, § 63).

- Le contrôle d'une décision imposant une sanction disciplinaire diffère du contrôle d'une décision administrative ne comportant pas un tel aspect punitif. Il s'ensuit que le contrôle juridictionnel exercé doit être adapté au caractère disciplinaire de la décision en question. Cette considération vaut *a fortiori* pour des procédures disciplinaires dirigées contre des juges, ceux-ci devant jouir du respect nécessaire à l'exercice de leurs fonctions. Lorsqu'un État membre engage une telle procédure disciplinaire, ce qui est en jeu c'est la confiance du public dans le fonctionnement et l'indépendance du pouvoir judiciaire, confiance qui, dans un État démocratique, garantit l'existence même de l'état de droit (voir *Ramos Nunes de Carvalho e Sá c. Portugal* [GC], 2018, §§ 196, 200, 203 et 214; *Cotora c. Roumanie*, 2023, §§ 46-56, et, en ce qui concerne la portée du contrôle exercé sur la sanction elle-même, § 55).
- Compte tenu de la place éminente, parmi les organes de l'État, qu'occupe la magistrature dans une société démocratique et de l'importance croissante attachée à la séparation des pouvoirs et à la nécessité de préserver l'indépendance de la justice, la Cour doit se montrer particulièrement attentive à la protection des juges lorsqu'elle est appelée à contrôler les modalités d'une procédure disciplinaire visant ceux-ci à l'aune des dispositions conventionnelles (*Eminağaoğlu c. Turquie*, 2021, § 76; pour un exemple de procédure disciplinaire jugée conforme aux exigences de la Convention, voir *Cotora c. Roumanie*, 2023).
- Des garanties procédurales analogues à celles qui devraient s'appliquer en cas de révocation ou de destitution d'un juge devraient de même s'appliquer lorsqu'un juge est démis de ses fonctions de membre d'un conseil de la magistrature (*Grzęda c. Pologne* [GC], 2022, § 345). Lorsqu'un conseil de la magistrature a été mis en place, les autorités de l'État devraient être tenues de veiller à son indépendance à l'égard des pouvoirs législatif et exécutif, notamment pour préserver l'intégrité de la procédure de nomination des juges (*ibidem*, §§ 307 et 346 ; *Juszczyszyn c. Pologne*, 2022, § 205).
- Eu égard au principe de l'indépendance de la justice, l'engagement de la responsabilité disciplinaire d'un juge au motif d'une décision judiciaire rendue par lui doit être considéré comme une mesure exceptionnelle appelant une interprétation restrictive (*Juszczyszyn c. Pologne*, 2022, § 276). Voir aussi, *mutatis mutandis*, *Ovcharenko et Kolos c. Ukraine*, 2023, en ce qui concerne des juges de la Cour constitutionnelle et l'importance que revêt un cadre juridique clair et prévisible régissant l'immunité et la responsabilité des juges aux fins d'assurer leur indépendance (§§ 104-108).
- Les États défendeurs doivent se voir accorder une latitude plus grande pour fixer des délais de prescription dans le cadre d'une procédure d'évaluation des juges car, contrairement aux procédures disciplinaires ordinaires, pareille procédure présente certaines particularités. Cette approche est cohérente avec les buts consistant à rétablir et à renforcer la confiance du public dans le système judiciaire et à garantir un niveau d'intégrité élevé au sein du corps judiciaire (*Xhoxhaj c. Albanie*, 2021, § 349). S'agissant de la charge de la preuve, la Cour a considéré qu'il n'était « pas en soi arbitraire » que la charge de la preuve ait été transférée à un juge accusé dans le cadre d'une procédure d'évaluation après qu'un organe disciplinaire

ait fait connaître ses constatations préliminaires à l'issue de son enquête et donné accès aux preuves versées au dossier. Voir également *Sevdari c. Albanie*, 2022, § 130.

## Exemples notables

---

- *Baka c. Hongrie* [GC], 2016, §§ 121-122 : impossibilité pour le président de la Cour suprême de contester la cessation prématurée de son mandat ;
- *Denisov c. Ukraine* [GC], 2018, §§ 66-82 : impossibilité pour le requérant de bénéficier d'un examen indépendant et impartial de sa révocation de la fonction de président d'une juridiction ;
- *Ramos Nunes de Carvalho e Sá c. Portugal* [GC], 2018, §§ 151-165 et 193-215 : absence d'audience publique et étendue limitée du contrôle exercé par la Cour suprême sur les décisions disciplinaires du Conseil supérieur de la magistrature – manque allégué d'indépendance et d'impartialité de la Cour suprême en raison de la double fonction de son président et de la carrière de ses juges, liée au Conseil supérieur de la magistrature ;
- *Grzęda c. Pologne* [GC], 2022, §§ 344-350 : cessation prématurée du mandat dont un juge en exercice était titulaire au sein du Conseil supérieur de la magistrature et absence de contrôle juridictionnel de cette mesure ;
- *G. c. Finlande*, 2009, § 34 : première affaire dans laquelle la Cour a appliqué les critères établis dans l'arrêt *Eskelinen* dans le cadre d'un conflit du travail concernant un juge ;
- *Olujić c. Croatie*, 2009, §§ 31-43 : première affaire dans laquelle la Cour a appliqué les critères établis dans l'arrêt *Eskelinen* à une procédure disciplinaire engagée à l'encontre d'un juge (voir également *Harabin c. Slovaquie*, §§ 118-123). Dans les deux affaires : tribunal impartial et indépendant et rôle joué par la Cour constitutionnelle ;
- *Oleksandr Volkov c. Ukraine*, 2013 : défaillances structurelles du système de discipline judiciaire (§ 117), absence de délais de prescription pour prononcer une sanction disciplinaire contre des juges (§ 139) et recours abusif au système de vote électronique du Parlement pour l'adoption d'une décision de révocation d'un juge (§ 145) ; composition de la chambre ayant examiné l'affaire du requérant définie par un juge dont le mandat de président de juridiction avait expiré (§§ 154-156) ;
- *Di Giovanni c. Italie*, 2013, § 58 : avertissement disciplinaire adressé à un juge pour avoir manqué à son devoir de respect et de réserve (composition de la section disciplinaire du Conseil national de la magistrature jugée conforme à l'article 6 § 1) ;
- *Poposki c. ex-République yougoslave de Macédoine*, 2016, §§ 48-49 : impartialité d'une instance disciplinaire lorsqu'un seul de ses quinze membres a mené les enquêtes préliminaires et a ensuite pris part aux décisions de révocation des requérants ;
- *Sturua c. Géorgie*, 2017, § 35 : procédure disciplinaire – la moitié du tribunal, dont son président, avait auparavant pris part à l'examen de l'affaire en première instance ;
- *Kamenos c. Chypre*, 2017, §§ 107-108 : situation particulière d'une procédure disciplinaire engagée et examinée par la même instance / confusion entre les fonctions de mise en accusation et de décision sur les questions de l'espèce (voir également les §§ 106-109) ; le but poursuivi, prévenir un climat d'hostilité et de confrontation, n'empêche pas de faire objectivement douter de l'impartialité de l'organe disciplinaire ;
- *Kövesi c. Roumanie*, 2020, §§ 152-158 : impossibilité pour une procureure principale de contester de manière effective la cessation prématurée de son mandat ;
- *Camelia Bogdan c. Roumanie*, 2020, §§ 70-79 : impossibilité pour un juge de contester la suspension automatique de ses fonctions et de son salaire pendant la durée d'examen de son recours contre son exclusion de la magistrature (voir également *Paluda c. Slovaquie*, 2017, §§ 41-55) ;

- *Xhoxhaj c. Albanie*, 2021, §§ 280-353 : révocation d’une juge à l’issue d’une procédure de vérification instaurée dans le cadre d’une réforme judiciaire extraordinaire et *sui generis* engagée en Albanie ;
- *Bilgen c. Turquie*, 2021, § 97 : impossibilité pour un juge d’obtenir un contrôle juridictionnel d’une décision par laquelle il avait été muté dans un ressort juridictionnel de rang inférieur ;
- *Eminağaoğlu c. Turquie*, 2021, §§ 95-105 : absence d’examen par un organe exerçant des fonctions juridictionnelles ou par une juridiction ordinaire d’une sanction disciplinaire infligée à un magistrat pour manquement à ses obligations professionnelles ;
- *Donev c. Bulgarie*, 2021, §§ 87-105 : procédure ayant abouti à la révocation d’un juge pour infractions disciplinaires ;
- *Dolińska - Ficek et Ozimek c. Pologne*, 2021, §§ 272 *et al.* : violations manifestes dans la procédure de nomination des juges de la chambre du contrôle extraordinaire et des affaires publiques nouvellement créée qui avait examiné les recours formés par les juges requérants (application des principes relatifs au « tribunal établi par la loi » dégagés dans l’arrêt *Guðmundur*) ;
- *Gloveli c. Géorgie*, 2022, §§ 43-53 et 58-60 : impossibilité pour une candidate aux fonctions de juge de demander le contrôle juridictionnel d’une décision refusant de la nommer à un poste de magistrat ;
- *Besnik Cani c. Albanie*, 2022, §§ 115-116 : violation manifeste du droit interne ayant entaché la nomination d’un juge membre du collège qui avait évalué et révoqué un procureur sans contrôle juridictionnel ou redressement effectif ;
- *Juszczyszyn c. Pologne*, 2022, §§ 193-210 : suspension d’un juge de ses fonctions motif qu’il avait vérifié l’indépendance d’un autre juge (« tribunal établi par la loi ») ;
- *Mnatsakanyan c. Arménie*, 2022, § 65 : cessation prématurée des fonctions d’un juge ayant fait l’objet d’une procédure disciplinaire ;
- *Ovcharenko et Kolos c. Ukraine*, 2023, §§ 123-126 : contrôle juridictionnel inadéquat de la révocation par le Parlement de juges de la Cour constitutionnelle pour « manquement au serment » sans interprétation claire de cette infraction et de l’étendue de l’immunité fonctionnelle des intéressés ;
- *Cotora c. Roumanie*, 2023, §§ 37-43 et 56 : juge objet d’une procédure disciplinaire ayant abouti à une sanction disciplinaire consistant en une réduction de salaire. Section disciplinaire du Conseil supérieur de la magistrature considérée comme un « organe judiciaire doté de la pleine juridiction » au sens de l’article 6 ; procédure suivie devant la section disciplinaire conforme aux exigences d’indépendance, d’impartialité et d’équité du procès. Contrôle ultérieur suffisant par la Haute Cour de cassation et de justice ;
- *Catană c. République de Moldova*, 2023, §§ 75-83 : composition du Conseil supérieur de la magistrature (comprenant des membres de droit – le ministre de la Justice et le procureur général – et des professeurs de droit) non conforme aux exigences d’indépendance et d’impartialité posées par la Convention.

## La protection des juges traitée sous l’angle d’autres articles de la Convention

### Article 5 :

- *Alparslan Altan c. Turquie*, 2019 : placement en détention provisoire d’un juge sans levée préalable de son immunité, sur le fondement d’une extension déraisonnable de la portée de la notion de flagrant délit (§§ 102, 104-115, violation de l’article 5 § 1 ; voir également *Baş c. Turquie*, 2020, §§ 148-162, 176-201 et 215-231, violation de l’article 5 §§ 1 et 4 ; *Turan et autres c. Turquie*, 2021, §§ 79-96, violation de l’article 5 § 1 et *Tercan c. Turquie*, 2021,



§§ 118-143 et 171-188, violation de l'article 5 §§ 1 et 3 et de l'article 8 en raison de la perquisition du domicile d'un juge après une tentative de coup d'État).

### Article 8 :

- *Özpinar c. Turquie*, 2010 : révocation d'une magistrate, motivée en partie par sa conduite dans le cadre de sa vie privée et mettant en cause sa réputation (applicabilité (§ 48) et exigences procédurales, §§ 76-78, violation de l'article 8) ;
- *Oleksandr Volkov c. Ukraine*, 2013 : révocation pour « rupture de serment » (violation : ingérence non prévue par la loi (§§ 160-187) (voir également *Kulykov et autres c. Ukraine*, 2017, § 138) ;
- *Ivanovski c. l'ex-République yougoslave de Macédoine*, 2014 : président de la Cour constitutionnelle écarté de la fonction publique à l'issue d'une procédure de lustration (§§ 176-188, violation de l'article 8) ;
- *Denisov c. Ukraine* [GC], 2018 : révocation du requérant de sa fonction de président de juridiction (§§ 127-134, irrecevable *ratione materiae* : les conséquences négatives de sa révocation sur sa vie privée n'ont pas atteint le seuil de gravité nécessaire à l'application de l'article 8). Examen approfondi de la jurisprudence et nouveaux principes relatifs au champ d'application de l'article 8 dans les contentieux professionnels qui concerne notamment les juges (§§ 113-117) ;
- *J.B. et autres c. Hongrie* (déc.), 2018 : révocation de juges et de procureurs à la suite de l'abaissement de l'âge de départ obligatoire à la retraite (irrecevable *ratione materiae*, en application de la jurisprudence *Denisov* [GC]) ;
- *Tasev c. Macédoine du Nord*, 2019 : refus de modifier l'appartenance ethnique déclarée par un candidat en période d'élection, sans base légale prévisible (§§ 37-41, violation de l'article 8) ;
- *Camelia Bogdan c. Roumanie*, 2020 : suspension des fonctions et salaire d'une juge (§§ 83-92, application de l'approche fondée sur les conséquences suivie dans l'arrêt *Denisov* [GC] – seuil de gravité non atteint, irrecevable *ratione materiae*) ;
- *De Carvalho Basso c. Portugal* (déc.), 2021 : action en diffamation et plaintes pénales dirigées contre des juges auxquels il était reproché d'avoir rendu un arrêt contenant des considérants insultants (§§ 58-61, irrecevable *ratione materiae*) ;
- *Xhoxhaj c. Albanie*, 2021 : révocation d'une juge à l'issue d'une procédure de vérification instaurée dans le cadre d'une réforme judiciaire extraordinaire et *sui generis* engagée en Albanie (§§ 402-414, non-violation de l'article 8) ;
- *Eminağaoğlu c. Turquie*, 2021 : utilisation, dans une enquête disciplinaire, d'enregistrements de conversations téléphoniques du requérant interceptées dans le cadre de l'enquête pénale dirigée contre lui (§§ 160-161, violation de l'article 8) ;
- *Samsin c. Ukraine*, 2021 : révocation et application de mesures législatives de lustration à un ancien juge de la Cour suprême (applicabilité, §§ 39-44 et 50-58, violation de l'article 8) ;
- *Gumenyuk et autres c. Ukraine*, 2021 : anciens juges de la Cour suprême illicitement empêchés d'exercer leurs fonctions judiciaires à la suite d'une réforme législative (applicabilité, §§ 88 et 100, violation de l'article 8) ;
- *Donev c. Bulgarie*, 2021 : révocation du requérant pour infraction à un certain nombre de règles et d'obligations liées à ses fonctions de juge et de président d'une juridiction (§§ 116-122, irrecevable, manifestement mal fondé) ;
- *M.D. et autres c. Espagne*, 2022 : rapport de police sur des juges signataires d'un manifeste sur le « droit de décider » de la population catalane et enquête insuffisante sur la fuite des informations y figurant dans la presse (§§ 61-71, violations de l'article 8) ;

- *Juszczyszyn c. Pologne*, 2022 : suspension imprévisible, fondée sur une application manifestement déraisonnable de la loi, imposée à un juge à la suite du prononcé par lui d'une décision juridictionnelle (applicabilité, §§ 237 et 279-280, violation de l'article 8) ; suspension d'un juge principalement destinée à le sanctionner et à le dissuader de vérifier la légalité de la nomination de juges intervenue sur recommandation du Conseil national de la magistrature réformé (§§ 337-338, violation de l'article 18 combiné avec l'article 8) ;
- *Sevdari c. Albanie*, 2022 : procédure de vérification ayant donné lieu à la révocation d'une procureure pour faute professionnelle isolée et non-paiement par son époux des impôts dus sur une petite partie de ses revenus (applicabilité, §§ 60-61, 78, 84, 86 et 95, violation de l'article 8) ;
- *Nikëhasani c. Albanie*, 2022 : révocation et interdiction à vie d'exercer des fonctions judiciaires prononcées contre une procureure au vu des conclusions d'une procédure de vérification qui avaient fait naître de graves doutes sur son patrimoine financier (§§ 114 et 117-126, non-violation de l'article 8) ;
- *Ovcharenko et Kolos c. Ukraine*, 2023 : révocation par le Parlement de juges de la Cour constitutionnelle au motif qu'ils avaient exprimé une opinion judiciaire sur une question de droit complexe, sans interprétation claire du « manquement au serment » qui leur était imputé et de l'étendue de leur immunité fonctionnelle ; responsabilité des juges pour leurs opinions judiciaires et le fond de leur activité juridictionnelle ; (applicabilité, §§ 86 et 91-109, violation de l'article 8 : exigences de légalité et de prévisibilité ; §§ 131-136, irrecevable sur le terrain de l'article 18 combiné avec l'article 8, manifestement mal fondé).

### Article 10<sup>3</sup> :

- *Wille c. Liechtenstein* [GC], 1999 : la lettre adressée au requérant (le président du Tribunal administratif du Liechtenstein) par le prince du Liechtenstein, qui annonçait sa résolution de ne plus le nommer à aucune fonction publique, constituait une réprimande pour la façon dont l'intéressé avait précédemment usé de son droit à la liberté d'expression (§ 50, violation de l'article 10) ;
- *Baka c. Hongrie* [GC], 2016 : cessation prématurée du mandat du président de la Cour suprême à la suite de ses déclarations publiques critiquant les réformes législatives ayant trait aux juges (§§ 140 et 172-174, violation de l'article 10 ; voir également le volet procédural de l'article 10) ;
- *Pitkevich c. Russie* (déc.), 2001 : juge révoqué parce qu'il aurait abusé de sa fonction à des fins de prosélytisme (irrecevable, manifestement mal fondé) ;
- *Albayrak c. Turquie*, 2008 : sanction disciplinaire d'un juge pour consultation de médias liés au PKK (§§ 45-46, violation de l'article 10) ;
- *Kayasu c. Turquie*, 2008 : sanction pénale et révocation d'un magistrat pour abus de fonction et offense envers les forces armées (§ 107, violation de l'article 10) ;
- *Kudeshkina c. Russie*, 2009 §§ 95-98 : révocation de fonctions juridictionnelles en raison de déclarations critiques sur l'ordre judiciaire (§§ 95-98, violation de l'article 10) ;
- *Tosti c. Italie* (déc.), 2009 : mutation d'un juge à la suite d'une interview (irrecevable, manifestement mal fondé) ;
- *Harabin c. Slovaquie*, 2012 : le président de la Cour suprême reconnu coupable d'une infraction disciplinaire pour non-respect des exigences applicables en matière d'audit, une infraction disciplinaire sans rapport avec ses déclarations ou opinions exprimées dans le

---

<sup>3</sup> Il s'agit uniquement de situations dans lesquelles un juge a fait l'objet de mesures disciplinaires/de sanctions pour des déclarations formulées dans l'exercice de ses fonctions.

cadre d'un débat public ou dans les médias (§§ 151-152, irrecevable, manifestement mal fondé) ;

- *Di Giovanni c. Italie*, 2013 : avertissement disciplinaire adressé à une juge pour manquement à son devoir de respect et de réserve à suite de ses déclarations lors d'une interview dans la presse (§ 58, non-violation de l'article 10 – voir références citées dans l'arrêt) ;
- *Brisic c. Roumanie*, 2018 : sanction disciplinaire infligée au requérant et révocation de son poste de procureur général pour avoir communiqué à la presse des informations sur une enquête pénale en cours. Le requérant avait fait les déclarations litigieuses à la presse dans le cadre de l'exercice de ses fonctions d'agent chargé d'informer la presse sur les enquêtes suscitant l'attention des médias (§§ 124-125, violation de l'article 10) ;
- *Kövesi c. Roumanie*, 2020 : révocation d'une procureure principale à la suite des critiques qu'elle avait formulées publiquement contre des réformes législatives (§§ 196-199 et 204-212, violation de l'article 10 : l'ingérence constatée ne poursuivait pas un « but légitime » et n'était pas non plus « nécessaire dans une société démocratique », eu égard notamment à l'importance particulière des fonctions exercées par la requérante et au principe de l'indépendance du parquet ; voir aussi § 210 en ce qui concerne le lien entre l'article 6 et le volet procédural de l'article 10).
- *Goryaynova c. Ukraine*, 2020 : sanctions disciplinaires et révocation prononcées à l'égard d'une procureure qui avait publié sur Internet une lettre ouverte au procureur général d'Ukraine dans laquelle elle critiquait les autorités de poursuite, qu'elle accusait de corruption (§§ 54-67, violation de l'article 10)
- *Panioglu c. Roumanie*, 2020 : sanction pour infraction au code de déontologie infligée à une juge qui avait publié un article contenant des allégations non fondées mettant en cause l'intégrité morale et professionnelle d'une collègue (§§ 111-126, non-violation de l'article 10) ;
- *Eminağaoğlu c. Turquie*, 2021 : sanction disciplinaire infligée au requérant au motif qu'il avait formulé dans les médias des déclarations et des critiques au sujet d'affaires judiciaires très médiatisées (§§ 121-153, violation de l'article 10) ;
- *Miroslava Todorova c. Bulgarie*, 2021 : poursuites et sanctions disciplinaires contre une juge présidente de l'association des juges enreprésailles à ses critiques dirigées contre le Conseil supérieur de la magistrature et l'exécutif (§§ 157-164 et 173-181, violation de l'article 10 ; voir également §§ 203-214 pour une violation de l'article 18 combiné avec l'article 10) ;
- *Kozan c. Turquie*, 2022 : sanction disciplinaire infligée à un magistrat qui avait partagé, dans un groupe Facebook privé inaccessible au public, un article de presse critiquant certaines décisions du Haut conseil des juges et des procureurs, sans avoir publié de commentaire lui-même (§§ 52-70, violation de l'article 10) ;
- *Žurek c. Pologne*, 2022 : mesures prises à l'encontre d'un juge en exercice membre et porte-parole du Conseil de la magistrature qui avait publiquement critiqué, à titre professionnel, des réformes législatives modifiant le système judiciaire et le fonctionnement de la justice (§§ 205-213 et 220-229, violation de l'article 10 – application des principes énoncés dans l'arrêt *Baka c. Hongrie*) ;
- *M.D. et autres c. Espagne*, 2022 : poursuites disciplinaires engagées à la suite d'une plainte déposée par un syndicat contre 20 juges en exercice signataires d'un manifeste sur le « droit de décider » de la population catalane, sans qu'aucune sanction n'ait été infligée (§§ 83-91, irrecevable, manifestement mal fondé) ;
- *Mnatsakanyan c. Arménie*, 2022 : révocation d'un juge fondée uniquement sur la manière dont il avait exercé ses fonctions judiciaires (§§ 71-74, incompatible *ratione materiae*).

**Article 11 :**

- [Maestri c. Italie](#) [GC], 2004 : sanction disciplinaire infligée à un magistrat en raison de son appartenance à la franc-maçonnerie (§§ 30-42, violation de l'article 11).

**Article 1 du Protocole n° 1 :**

- [Denisov c. Ukraine](#) [GC], 2018 : révocation et droits pécuniaires (§ 137, irrecevable, incompatibilité *ratione materiae*) ;
- [Anželika Šimaitienė c. Lituanie](#), 2020 : refus d'accorder à une juge une indemnisation pour les salaires non versés pendant la période où elle avait été suspendue de ses fonctions (§§ 110-116, violation de l'article 1 du Protocole n° 1) ;
- [Juszczyszyn c. Pologne](#), 2022 : réduction de 40 % du salaire du requérant pendant la période où il avait été suspendu de ses fonctions (§§ 344-345, irrecevable *ratione materiae*).

**Autres références**

---

**Fiches thématiques :**

- [Indépendance de la justice](#)

**Instruments du Conseil de l'Europe :**

- [Charte européenne sur le statut des juges](#) (1998)
- [Recommandation du Comité des Ministres aux États membres sur les juges : indépendance, efficacité et responsabilités](#) (2010)
- [Plan d'action du Conseil de l'Europe pour renforcer l'indépendance et l'impartialité du pouvoir judiciaire](#) (2016)
- [Document de travail du Séminaire judiciaire 2018 de la Cour européenne des droits de l'homme : L'autorité du pouvoir judiciaire](#)

**Conseil Consultatif de procureurs européens (CCPE) / Conseil consultatif de juges européens (CCJE)**

- [Avis du Conseil consultatif de juges européens \(CCJE\)](#)
- [Magna Carta des juges \(principes fondamentaux\)](#) adoptée par le CCJE

**Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise)**

- [Rapport sur les nominations judiciaires](#) (2007)
- [Venice Commission, European standards on the independence of the judiciary: a systematic overview](#) (2008)
- [Avis de la Commission de Venise](#)

**Commission européenne pour l'efficacité de la justice (CEPEJ)****Instruments des Nations Unies :**

- [Principes fondamentaux relatifs à l'indépendance de la magistrature](#) (approuvés par l'Assemblée générale dans ses résolutions 40/32 du 29 novembre 1985 et 40/146 du 13 décembre 1985) ;
- Comité des droits de l'homme des Nations Unies, [Observation générale n° 32](#) : Article 14 : Droit à l'égalité devant les tribunaux et les cours de justice et à un procès équitable.

***Cour interaméricaine des droits de l'homme :***

- *Supreme Court of Justice (Quintana Coello et al.) v. Ecuador*, 23 août 2013, §§ 144-145, 147-148 et 150-155 ;
- *Constitutional Tribunal (Camba Campos et al.) v. Ecuador*, 28 août 2013, §§ 188-199 ;
- *López Lone et al. v. Honduras*, 5 octobre 2015, §§ 190-202 et §§ 239-240.

## PRINCIPALES RÉFÉRENCES DE JURISPRUDENCE

### Arrêts de principe :

---

- *Oleksandr Volkov c. Ukraine*, n° 21722/11, 9 janvier 2013 (violation des articles 6 § 1 et 8 ; pas de question distincte sous l'angle de l'article 13) ;
- *Baka c. Hongrie* [GC], n° 20261/12, 23 juin 2016 (violation des articles 6 § 1 et 10 ; pas de question distincte sous l'angle des articles 13 et 14) ;
- *Denisov c. Ukraine* [GC], n° 76639/11, 25 septembre 2018 (violation de l'article 6 § 1 ; irrecevable *ratione materiae* au titre de l'article 8 et de l'article 1 du Protocole n° 1) ;
- *Ramos Nunes de Carvalho e Sá c. Portugal* [GC], n° 55391/13 et 2 autres, § 120, 6 novembre 2018 (violation de l'article 6 § 1 – irrecevable *ratione materiae* au titre du volet pénal) ;
- *Guðmundur Andri Ástráðsson c. Islande* [GC], n° 26374/18, 1<sup>er</sup> décembre 2020 (violation de l'article 6 § 1) ;
- *Grzęda c. Pologne* [GC], n° 43572/18, 15 mars 2022 (violation de l'article 6 § 1).

### Autres affaires relevant de l'article 6 (volet civil) :

---

- *Ernst et autres c. Belgique*, n° 33400/96, 15 juillet 2003 (non-violation de l'article 6 § 1) ;
- *Petrova et Chornobryvets c. Ukraine*, n° 6360/04 et 16820/04, 15 mai 2008 (violation de l'article 6 § 1) ;
- *G. c. Finlande*, n° 33173/05, 27 janvier 2009 (violation de l'article 6 § 1) ;
- *Olujić c. Croatie*, n° 22330/05, 5 février 2009 (violation de l'article 6 § 1) ;
- *Tosti c. Italie* (déc.), n° 27791/06, 12 mai 2009 (irrecevable au titre de l'article 6 § 1, manifestement mal fondé) ;
- *Gouveia Gomes Fernandes et Freitas e Costa c. Portugal* (déc.), n° 1529/08, 26 mai 2009 (irrecevable au titre de l'article 6 § 1, manifestement mal fondé) ;
- *Juričić c. Croatie*, n° 58222/09, 26 July 2011 (violation de l'article 6 § 1) ;
- *Dzhidzheva-Trendafilova c. Bulgarie* (déc.), n° 12628/09, 9 octobre 2012 (irrecevable au titre de l'article 6 § 1, manifestement mal fondé) ;
- *Harabin c. Slovaquie*, n° 58688/11, 20 novembre 2012 (violation de l'article 6 § 1) ;
- *Di Giovanni c. Italie*, n° 51160/06, 9 juillet 2013 (irrecevable au titre de l'article 6 § 1, manifestement mal fondé) ;
- *Smiljan Pervan c. Croatie* (déc.), n° 31383/13, 4 mars 2014 (irrecevable au titre de l'article 6 § 1) ;
- *Tsanova-Gecheva c. Bulgarie*, n° 43800/12, 15 septembre 2015 (non-violation de l'article 6 § 1) ;
- *Poposki c. ex-République yougoslave de Macédoine*, n°s 69916/10 et 36531/11, 7 janvier 2016 (violation de l'article 6) ;
- *Ivanovski c. l'ex-République yougoslave de Macédoine*, n° 29908/11, 21 janvier 2016 (violation de l'article 6 § 1 et de l'article 8) ;
- *Kulykov et autres c. Ukraine*, n° 5114/09 et 17 autres, 19 janvier 2017 (violation de l'article 6 § 1) ;
- *Sturua c. Géorgie*, n° 45729/05, 28 mars 2017 (violation de l'article 6 § 1) ;
- *Paluda c. Slovaquie*, n° 33392/12, 23 mai 2017 (violation de l'article 6 § 1) ;
- *Kamenos c. Chypre*, n° 147/07, 31 octobre 2017 (violation de l'article 6 § 1) ;

- *Anželika Šimaitienė c. Lituanie*, n° 36093/13, 21 avril 2020 (irrecevable au titre de l'article 6 § 1, manifestement mal fondé) ;
- *Kövesi c. Roumanie*, n° 3594/19, 5 mai 2020 (violation de l'article 6 § 1) ;
- *Camelia Bogdan c. Roumanie*, n° 36889/18, 20 octobre 2020 (violation de l'article 6 § 1) ;
- *Čivinskaitė c. Lituanie*, n° 21218/12, 15 septembre 2020 (non-violation de l'article 6 § 1) ;
- *Albuquerque Fernandes c. Portugal*, n° 50160/13, 12 janvier 2021 (non-violation de l'article 6 § 1) ;
- *Xhoxhaj c. Albanie*, n° 15227/19, 9 février 2021 (non-violation de l'article 6 § 1) ;
- *Eminağaoğlu c. Turquie*, n° 76521/12, 9 mars 2021 (violation de l'article 6 § 1) ;
- *Bilgen c. Turquie*, n° 1571/07, 9 mars 2021 (violation de l'article 6 § 1) ;
- *Broda et Bojara c. Pologne*, n°s 26691/18, 27367/18, 29 juin 2021 (violation de l'article 6 § 1) ;
- *Loquifer c. Belgique*, n°s 79089/13 et 2 autres, 20 juillet 2021 (violation de l'article 6 § 1) ;
- *Gumenyuk et autres c. Ukraine*, n° 11423/19, 22 juillet 2021 (violation de l'article 6 § 1) ;
- *Miroslava Todorova c. Bulgarie*, n° 40072/13, 19 octobre 2021 (non-violation de l'article 6 § 1) ;
- *Donev c. Bulgarie*, n° 40072/13, 26 octobre 2021 (non-violation de l'article 6 § 1) ;
- *Dolińska - Ficek et Ozimek c. Pologne*, 8 novembre 2021, n°s 49868/19 et 57511/19 (violation de l'article 6 § 1) ;
- *Gloveli c. Géorgie*, n° 18952/18, 7 avril 2022 (violation de l'article 6 § 1) ;
- *Žurek c. Pologne*, n° 39650/18, 16 juin 2022 (violation de l'article 6 § 1) ;
- *Besnik Cani c. Albanie*, n° 37474/20, 4 octobre 2022 (violation de l'article 6 § 1) ;
- *Juszczyszyn c. Pologne*, n° 35599/20, 6 octobre 2022 (violation de l'article 6 § 1) ;
- *Mnatsakanyan c. Arménie*, n° 2463/12, 6 décembre 2022 (violation de l'article 6 § 1) ;
- *Ovcharenko et Kolos c. Ukraine*, n°s 27276/15 et 33692/15, 12 janvier 2023 (violation de l'article 6 § 1) ;
- *Cotora c. Roumanie*, n° 30745/18, 17 janvier 2023 (non-violation de l'article 6 § 1) ;
- *Catană c. République de Moldova*, n° 43237/13, 21 février 2023 (violation de l'article 6 § 1).

## Article 5 :

---

- *Alparslan Altan c. Turquie*, n° 12778/17, 16 avril 2019 (violation de l'article 5 § 1) ;
- *Baş c. Turquie*, n° 66448/17, 3 mars 2020 (violation de l'article 5 §§ 1 et 4) ;
- *Tercan c. Turquie*, n° 6158/18, 29 juin 2021 (violation de l'article 5 §§ 1 et 3) ;
- *Turan et autres c. Turquie*, n°s 75805/16 et 426 autres, 23 novembre 2021 (violation de l'article 5 § 1).

## Article 8 :

---

- *Özpinar c. Turquie*, n° 20999/04, 19 octobre 2010 (violation de l'article 8) ;
- *Oleksandr Volkov c. Ukraine*, n° 21722/11, 9 janvier 2013 (violation de l'article 8) ;
- *Ivanovski c. l'ex-République yougoslave de Macédoine*, n° 29908/11, 21 janvier 2016 (violation de l'article 8) ;
- *Kulykov et autres c. Ukraine*, n°s 5114/09 et 17 autres, 19 janvier 2017 (violation de l'article 8) ;

- *Denisov c. Ukraine* [GC], n° 76639/11, 25 septembre 2018 (irrecevable *ratione materiae* au titre de l'article 8 – voir l'examen des nouveaux principes pertinents de la jurisprudence aux §§ 115-117) ;
- *J.B. et autres c. Hongrie* (déc.), n°s 45434/12 et 2 autres, 27 novembre 2018 (irrecevable *ratione materiae*) ;
- *Tasev c. Macédoine du Nord*, n° 9825/13, §§ 32-33, 16 mai 2019 (violation de l'article 8) ;
- *Camelia Bogdan c. Roumanie*, n° 36889/18, 20 octobre 2020 (irrecevable au titre de l'article 8, *ratione materiae*) ;
- *De Carvalho Basso c. Portugal* (déc.), n°s 73053/14 et 33075/174, 4 février 2021 (irrecevable *ratione materiae* au titre de l'article 8) ;
- *Khoxhaj c. Albanie*, n° 15227/19, 9 février 2021 (non-violation de l'article 8) ;
- *Eminağaoğlu c. Turquie*, n° 76521/12, 9 mars 2021 (violation de l'article 8) ;
- *Samsin c. Ukraine*, n° 38977/19, 14 octobre 2021 (violation de l'article 8) ;
- *Donev c. Bulgarie*, n° 40072/13, 26 octobre 2021 (irrecevable au titre de l'article 8, manifestement mal fondé) ;
- *M.D. et autres c. Espagne*, n° 36584/17, 28 juin 2022 (violations de l'article 8) ;
- *Gumenyuk et autres c. Ukraine*, n° 11423/19, 22 juillet 2021 (violation de l'article 8) ;
- *Juszczyszyn c. Pologne*, n° 35599/20, 6 octobre 2022 (violation de l'article 8) ;
- *Sevdari c. Albanie*, n° 40662/19, 13 décembre 2022 (violation de l'article 8) ;
- *Nikëhasani c. Albanie*, n° 58997/18, 13 décembre 2022 (non-violation de l'article 8) ;
- *Ovcharenko et Kolos c. Ukraine*, n°s 27276/15 et 33692/15, 12 janvier 2023 (violation de l'article 8).

## Article 10 :

---

- *Wille c. Liechtenstein* [GC], n° 28396/95, 28 octobre 1999 (violation de l'article 10) ;
- *Pitkevich c. Russie* (déc.), n° 47936/99, 8 février 2001 (irrecevable au titre de l'article 10, manifestement mal fondé) ;
- *Albayrak c. Turquie*, n° 38406/97, 31 janvier 2008 (violation de l'article 10, manifestement mal fondé) ;
- *Kayasu c. Turquie*, n° 64119/00 et 76292/01, 13 novembre 2008 (violation de l'article 10) ;
- *Kudeshkina c. Russie*, n° 29492/05, 26 février 2009 (violation de l'article 10) ;
- *Tosti c. Italie* (déc.), n° 27791/06, 12 mai 2009 (irrecevable au titre de l'article 10) ;
- *Harabin c. Slovaquie*, n° 58688/11, 20 novembre 2012 (irrecevable au titre de l'article 10) ;
- *Di Giovanni c. Italie*, n° 51160/06, 9 juillet 2013 (non-violation de l'article 10) ;
- *Baka c. Hongrie* [GC], n° 20261/12, 23 juin 2016 (violation des articles 6 § 1 et 10) ;
- *Brisic c. Roumanie*, n° 26238/10, 11 décembre 2018 (violation de l'article 10) ;
- *Kövesi c. Roumanie*, n° 3594/19, 5 mai 2020 (violation de l'article 10) ;
- *Goryaynova c. Ukraine*, n° 41752/09, 8 octobre 2020 (violation de l'article 10) ;
- *Guz c. Pologne*, n° 965/12, 15 octobre 2020 (violation de l'article 10) ;
- *Panioglu c. Roumanie*, n° 33794/14, 8 décembre 2020 (non-violation de l'article 10) ;
- *Eminağaoğlu c. Turquie*, n° 76521/12, 9 mars 2021 (violation de l'article 10) ;
- *Miroslava Todorova c. Bulgarie*, n° 40072/13, 19 octobre 2021 (violation de l'article 10) ;
- *Kozan c. Turquie*, n° 16695/19, 1<sup>er</sup> mars 2022 (violation de l'article 10) ;



- *Žurek c. Pologne*, n° 39650/18, 16 juin 2022 (violation de l'article 10) ;
- *M.D. et autres c. Espagne*, n° 36584/17, 28 juin 2022 (irrecevable au titre de l'article 10, manifestement mal fondé) ;
- *Mnatsakanyan c. Arménie*, n° 2463/12, 6 décembre 2022 (irrecevable *ratione materiae* au titre de l'article 10).

### Article 11 :

---

- *Maestri c. Italie* [GC], n° 39748/98, 17 février 2004 (violation de l'article 11).

### Article 18:

---

- *Miroslava Todorova c. Bulgarie*, n° 40072/13, 19 octobre 2021 (violation de l'article 18 combiné avec l'article 10) ;
- *Juszczyszyn c. Pologne*, n° 35599/20, 6 octobre 2022 (violation de l'article 18 combiné avec l'article 8) ;
- *Ovcharenko et Kolos c. Ukraine*, n°s 27276/15 et 33692/15, 12 janvier 2023 (irrecevable au titre de l'article 18 combiné avec l'article 8, manifestement mal fondé).

### Article 1 du Protocole n° 1 :

---

- *Denisov c. Ukraine* [GC], n° 76639/11, 25 septembre 2018 (irrecevable *ratione materiae*) ;
- *Anželika Šimaitienė c. Lituanie*, n° 36093/13, 21 avril 2020 (violation de l'article 1 du Protocole N° 1) ;
- *J.B. et autres c. Hongrie* (déc.), n°s 45434/12 et 2 autres, 27 novembre 2018 (irrecevable *ratione materiae*) ;
- *Juszczyszyn c. Pologne*, n° 35599/20, 6 octobre 2022 (irrecevable *ratione materiae*).